



Convention pour autorisation de travaux en domaine privé Réhabilitation des réseaux communaux EP et EU traversant la Résidence du Hameau de Cernay

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

La commune de Cernay-la-Ville représentée par sa Maire, Claire CHERET, domiciliée Mairie de Cernay la Ville au 2 rue de l'église, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du 11 septembre 2025 ;

désignée ci-après par le terme « la Commune »,

D'une part,

Le Syndicat des Copropriétaires du Hameau de Cernay, représentée par son actuel syndic, François Boyer, domicilié 6, Le Hameau à Cernay la Ville, dûment habilité à signer la présente convention par l'AG extraordinaire du 17 septembre 2025 ;

Désigné ci-après par le terme « la Copropriété »

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention – Contexte

Objet de la Convention :

Lors de forts épisodes pluvieux, et en particulier lors des 2 fortes intempéries d'octobre 2024, plusieurs parties du village ont été inondées suite à 2 phénomènes engendrés par le ruissellement agricole :

- Débordement du Ru du Rouillon à travers les rues du village en raison de la

Mis en ligne le 19/09/2025 à 14h45

REÇU EN PREFECTURE

le 19/09/2025

Application agréée E-legalite.com

73_C0-078-2178 01281-2025 0911-DCM2025_042

saturation de la canalisation assurant en temps normal son écoulement

- Débordement de divers fossés en limite haute de bourg suite à leur saturation

La commune appuyée par ses différents partenaires (PNR, Agence de l'Eau Seine Normandie, Communauté d'agglomération Rambouillet territoires) a établi un plan d'actions préventives visant à réduire le risque de renouvellement de telles inondations .

Le principe général de ces actions vise à augmenter les capacités de stockage des eaux de ruissellement en amont du village et de ralentir leur écoulement vers le bourg.

Cependant, un dysfonctionnement du collecteur permettant le transit des eaux pluviales (EP) à travers le village a pu être observé au niveau de la Résidence du Hameau.

La mise en charge de la conduite a provoqué, lors des épisodes d'octobre 2024, un soulèvement du tampon du regard situé au point bas de la Résidence et a généré une augmentation du débit ayant inondé une partie du village (et la Résidence).

Après diverses investigations, il a été mis en évidence une réduction de la section de l'ouvrage dans sa traversée de la Résidence expliquant en grande partie le phénomène.

L'objet principal des travaux est donc de corriger cette anomalie en remplaçant la conduite existante de 600 mm de diamètre par une conduite de même diamètre qu'à l'aval, soit 700 mm.

Cela représente une augmentation de section de 36%.

Lors des études préparatoires, il a, par ailleurs, été mis en évidence différentes détériorations de la conduite d'eaux usées (EU) située sous la collecteur EP.

Il a donc été décidé de procéder lors de la même intervention au changement de cette conduite EU dans sa traversée de la Résidence afin de ne pas prendre le risque de devoir réintervenir dans un futur proche au même endroit.

Il est précisé que la compétence EU est portée par le SIAHVV qui aura donc en charge, financièrement et techniquement cette partie des travaux.

La commune assure, pour son compte, la Maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux et est l'interlocuteur de la Copropriété

Contexte :

Ces conduites traversent la Résidence sous une bande de terrain de 2,50 m de large et environ 50 m de long non bâtie et juste coupée par la voirie desservant les 4 maisons située au sud de la Résidence.

Il est réputé exister une servitude « de fait » d'intervention sur ces réseaux, comme mentionné lors d'un courrier adressé à la Commune par la Copropriété le 12 février 1994 lors d'un précédent incident sur le collecteur EP ayant conduit à la mise en place d'une conduite supplémentaire, aujourd'hui hors service :

Les conditions de la mise en place de cette canalisation éclairent parfaitement le caractère de servitude que présente le passage du Rouillon dans notre copropriété, si le passage de la canalisation d'eaux-vannes venant du lotissement voisin et la réservation de l'espace correspondant ne suffisaient à le montrer.

Les deux parties confirment donc bien par la présente convention l'existence d'une servitude sur ce terrain (restant propriété de la Résidence) permettant à la Collectivité d'assurer le bon fonctionnement des réseaux qui y sont situés.

Mis en ligne le 19/09/2025 à 14h45

REÇU EN PREFECTURE

le 19/09/2025

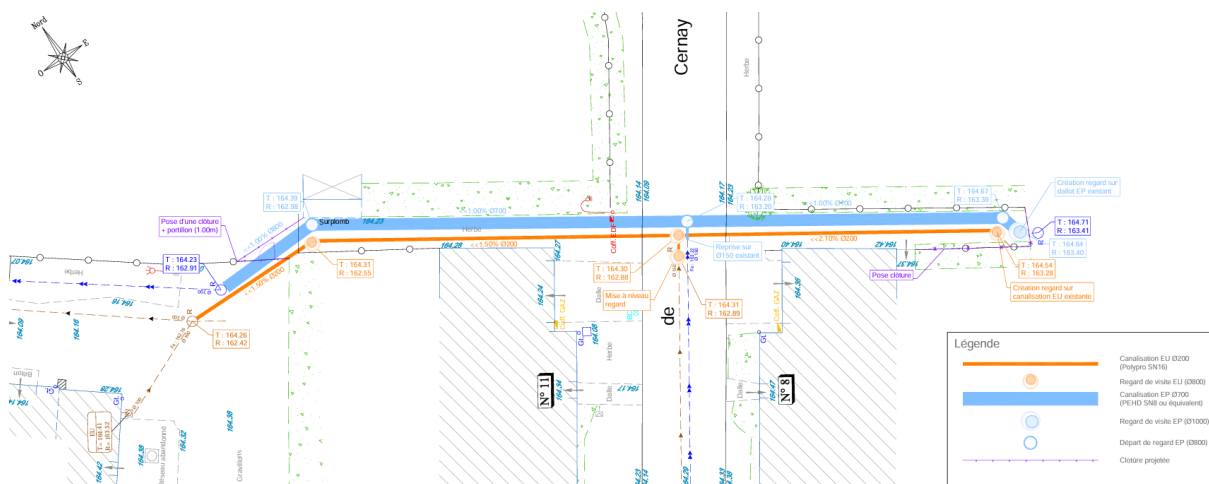
Application agréée E-legalite.com

73_C0-078-2178 01281-2025 0911-DCM2 025_042

Article 2 – Description du projet

L'ensemble des travaux d'amélioration du fonctionnement des 2 réseaux (EP et EU) lors de leur traversée de la Résidence, présentés sur le plan ci-dessous, consistent à :

- Déposer la conduite EP existante et les différents ouvrages annexes (regards, chambre aval) ainsi que différentes conduites hors d'usage.
- Mettre en place une nouvelle conduite EU (diamètre 200 mm comme l'existante) située au droit de la conduite EP mais à un niveau inférieur.
- Déposer ou boucher la conduite EU existante
- Mettre en place la nouvelle conduite EP de diamètre supérieur



Article 3 – Durée – Calendrier

La présente convention est consentie et acceptée pour la période allant du 20/09/2025 au 13/12/2025 pour les travaux et à durée indéterminée pour l'entretien de ces réseaux

Article 4 – Obligations, engagements de la Commune

La présente convention est consentie et acceptée sous les charges et les conditions suivantes, que la Commune s'oblige à exécuter et à accomplir, à savoir :

- La Commune s'engage à réaliser les travaux cités à l'article 2 et à informer la Copropriété des modalités d'exécution des travaux (ainsi que des éléments/événements susceptibles de nuire à la présente convention) dans les meilleurs délais ;

Mis en ligne le 19/09/2025 à 14h45

REÇU EN PREFECTURE
le 19/09/2025

Application agréée E-legalite.com

73_C0-078-2178 01281-2025 0911-DCM2 025_042

- La Commune s'engage à maintenir en permanence l'accès aux 4 maisons situées au sud de l'emprise du chantier
- La Commune s'engage à procéder en accord avec les copropriétaires concernés aux interventions nécessaires au dégagement de l'emprise de chantier (haies, clôtures, débord d'appentis.....) et à assurer, également en accord avec eux, à la remise en état en fin de chantier.
- La Commune s'engage à remettre en état tout élément ou tronçon de voirie dégradé par les travaux

Article 5 – Obligations, engagements de la Copropriété

La présente convention est consentie et acceptée sous les charges et les conditions suivantes, que la copropriété s'oblige à exécuter et à accomplir, à savoir :

- L'autorisation pour les agents de la Commune, ou à toute entreprise mandatée par celle-ci, de pénétrer dans la Copropriété afin d'y réaliser les travaux décrits à l'article 2.
- La Copropriété s'engage à conserver les ouvrages réalisés en l'état et à ne réaliser aucun travaux dans la bande de servitude (aucun forage, aucune construction même légère)
- La Copropriété s'engage à laisser l'accès des ouvrages (en particulier les regards) à la Commune et ses prestataires dûment habilités pour assurer l'entretien des ouvrages.

Article 6 – Modalités financières

Les travaux , concernant des ouvrages publics, sont réalisés aux frais de la Commune et de ses partenaires.

Article 7 - Avenant à la convention

Toute modification de la présente devra faire l'objet d'un accord préalable de l'ensemble des parties et obligatoirement donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 8 - Voies de recours

L'ensemble des parties s'engage à rechercher, en cas de litige, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal territorialement compétent.

Article 9 - Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

L'une des parties à la présente convention peut décider de mettre fin à celle-ci à tout moment en respectant un préavis d'un (1) mois. La résiliation par l'une des parties doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, signifiée par acte d'huissier ou remise en main propre contre récépissé ou émargement. Dans tous les cas, le délai commence à courir à compter du jour de la réception de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de la signification de l'acte par huissier ou de la remise en main propre.

Article 10 – Protection des données à caractère personnel

Conformément au RGPD, chaque partie à la convention est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la convention. En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de la convention, les modifications éventuelles demandées par l'IBTN afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties à la convention.

Article 11 - Élection de domicile

Pour les besoins des présentes, les parties font élections de domicile aux adresses indiqués en tête des présentes. Toute modification devra être signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre partie, afin de lui être opposable.

Fait à Cernay la Ville, le , **en deux exemplaires originaux,**

Claire Chéret, Maire de Cernay la Ville

François Boyer, Syndic de la Copropriété